

Faut-il boycotter les artistes israéliens ?

En déprogrammant, début juin, une comédie subventionnée par des fonds publics israéliens (*A cinq heures de Paris*, de Leon Prudovsky), les dirigeants du réseau indépendant Utopia se sont pris les pieds dans le tapis. Militants d'un cinéma citoyen et engagé, soutien de nombreux films israéliens comme palestiniens, ils entendaient signifier leur « indignation » après les attaques de la marine israélienne sur les navires humanitaires en route vers Gaza le 31 mai dernier. Leur maladresse a eu le mérite de « provoquer la réflexion et le débat », comme le voulait Anne-Marie Faucon, cofondatrice d'Utopia. Un concert de réactions outrées s'est fait entendre, émanant des organisations professionnelles du cinéma, de l'Observatoire de la liberté de création, de la Licra, de SOS Racisme, du ministre de la Culture... ainsi que quelques soutiens, notamment d'artistes de l'extrême gauche israélienne et des organisations culturelles palestiniennes.

Au-delà du faux pas, sur lequel Utopia est d'ailleurs partiellement revenu en promettant de programmer ledit film cet été (et non plus, comme prévu dans le communiqué initial, « au premier signe de levée du blocus israélien de Gaza »), la polémique pose la question du rôle des milieux artistiques et culturels. Au même moment, des rock stars comme Elvis Costello, Carlos Santana, Gorillaz, The Klaxons ou les Pixies ont annulé leurs concerts prévus à Tel-Aviv. Costello évoquait dans son communiqué « l'intimidation, voire l'humiliation, des civils palestiniens au nom de la sécurité nationale ». Quant à l'écrivain suédois Henning Mankell, présent sur l'un des bateaux arraisonnés par l'armée israélienne, il a écrit dans son journal de bord, publié par *Libération*, qu'il en-

Films déprogrammés, concerts annulés... Les représailles culturelles se multiplient à l'égard de Tel-Aviv. Avec le risque de réduire les artistes au silence.

“VALSE AVEC BACHIR”, D'ARI FOLMAN, ÉVOQUE LE MASSACRE DE SABRA ET CHATILA EN 1982.

visageait d'interrompre les traductions de ses ouvrages en hébreu.

L'idée d'un boycott contre Israël n'est pas neuve. Elle est active notamment aux Etats-Unis ou en Angleterre, orchestrée par des organisations palestiniennes et des opposants israéliens tel le politologue Neve Gordon, qui écrivait en août 2009 dans le *Los Angeles Times* que « le boycott est la seule façon de sauver Israël de sa propre folie ».

Mais quel boycott ? Celui qui vise des échanges industriels, du pétrole, des armes ou des boîtes de conserve est un levier commercial ancien. Né en Irlande dans les années 1880 (1), il s'attaque non à des individus, mais aux ressources d'un Etat. Dès les années 1960, les produits sud-africains ont ainsi été bannis par les consommateurs étrangers. Dans les milieux culturels, maints artistes refusaient de se produire au pays de l'apartheid, tout en portant la voix de la résistance : *Biko*, de Peter Gabriel, *Mandela Day*, des Simple Minds, l'album militant *Sun City*, en 1985, ont circulé dans le monde entier. Mais personne n'a eu l'idée d'appliquer un boycott inversé, par exemple en interdisant les concerts des Sud-Africains Johnny Clegg ou Miriam Makeba.





“LEBANON”, DE L’ISRAËLIEN SAMUEL MAOZ. C’EST SURTOUT EN FRANCE QUE LES FILMS ENGAGÉS ISRAËLIENS TROUVENT LEUR PUBLIC.

La culture n’est pas un produit comme un autre : refuser d’éditer un livre ou de diffuser un film, fussent-ils financés publiquement, n’est pas comparable à l’action d’un consommateur qui s’abstient d’acheter des oranges israéliennes. Certes, Utopia n’a jamais appelé au boycott culturel d’Israël, et les débats organisés dans ses salles autour des films israéliens montrent combien cette idée est éloignée de son credo. Mais le concept est brandi par certains : le réalisateur anglais Ken Loach a plusieurs fois refusé de participer à des festivals qui programmaient des films israéliens, et lors du dernier festival de Toronto, Jane Fonda et Viggo Mortensen se sont joints à lui pour pétitionner contre une rétrospective de films consacrés à Tel-Aviv.

Ken Loach, Jean-Luc Godard ou le musicien anglais Roger Waters ont rallié le mouvement « Boycott, désinvestissement et sanctions », initié dès 2002 par des Palestiniens et des intellectuels israéliens tel Eyal Sivan, réalisateur installé à Londres. « Outre du matériel militaire, Israël exporte principalement de la culture. C’est donc là qu’il faut frapper, dit ce dernier, qui se félicite qu’une trentaine d’universités anglaises aient rompu toute relation avec leurs homologues israéliennes. La France est hypocrite, elle place les artistes au-dessus de la politique. Ils sont d’abord citoyens et, aujourd’hui, on ne peut pas être un artiste israélien – ou iranien, ou chinois – sans s’engager. C’est notre devoir : nous ne devons pas faire nos films grâce au pouvoir, mais malgré lui. »

Il y a peu, le cinéma israélien était moribond. En 2001, le budget alloué à cette industrie a triplé, grâce à l’action de cinéastes, dont le documentariste Avi Mograbi (*Télérama* n° 3122). Ces aides publiques, accordées via l’Israel Film Fund (IFF), ainsi que d’étroits accords de coproduction avec la France, ont contribué à la renaissance d’une production riche, et souvent très critique à l’égard de la politique du gouvernement israélien : *Lebanon*, de Samuel Maoz, ou *Valse avec Bachir*, d’Ari Folman, *Z32*, d’Avi Mograbi, ont reçu des aides de l’IFF. Cette manne, obtenue de haute lutte, rendrait

“La culture, c’est la circulation des idées, et lorsqu’on s’attaque aux idées, on risque de finir par brûler des livres...” AVI MOGRABI

donc de facto ses bénéficiaires complices du régime... « C’est absurde, les artistes s’expriment librement, rétorque le réalisateur d’origine israélienne Ludi Boeken – qui a menacé de retirer des salles Utopia son film *Marga*, consacré à des Justes allemands, avant de trouver un accord. L’Israel Film Fund est construit sur le modèle du CNC français, il se compose de créateurs et accorde ses soutiens sur des critères exclusivement artistiques. Interdire dès œuvres au motif qu’elles sont soutenues est un faux combat, et même un contresens. En France, personne ne

pense que Jacques Audiard, avec Un prophète, représente la politique de Sarkozy et d’Hortefeux, même s’il a bénéficié d’une aide du CNC ! »

Les entrées des salles de cinéma ont beaucoup progressé en Israël, mais c’est surtout à l’étranger, et en particulier en France, que les films engagés trouvent leur public, à l’image de ceux de Keren Yedaya (*Jaffa*), Ari Folman, Samuel Maoz, Eyal Sivan (*Jaffa, la mécanique de l’orange*)... « La France est un territoire très important pour nous, nous y sommes plus connus qu’en Israël, confirme Avi Mograbi. Je comprends que l’attitude d’Israël provoque des réactions extrêmes, dans l’espoir que la colère et la désapprobation soient enfin entendues. Je crois au boycott économique, que j’ai moi-même pratiqué contre les produits sud-africains. Mais la culture, c’est la circulation des idées, et lorsqu’on s’attaque aux idées, on risque de finir par brûler des livres... »

Si Alexandre Soljenitsyne ou Václav Havel n’avaient pas été traduits dans le monde entier, la démocratisation de l’URSS et de la Tchécoslovaquie n’aurait-elle pas davantage tardé ? Costa-Gavras, président de la Cinémathèque et membre de l’ARP (Auteurs, Réalisateurs, Producteurs), se souvient que son film *Z* (réquisitoire en forme de thriller politique contre le régime des colonels en Grèce, réalisé en 1969) « a été interdit dans de nombreux pays puis acheté au fur et à mesure qu’ils se démocratisaient. Censurer la culture, c’est l’apanage des dictatures. En démocratie, on accueille les films, qui sont porteurs d’idées parfois très fortes, on les contextualise, on en débat. Les refuser, c’est la pire des réponses ».

Livres, musique, cinéma sont par essence un outil de liberté, un puissant contre-pouvoir, un vecteur universel de communication et de résistance. Si l’on refuse d’entendre les artistes, ils n’auront plus de voix. Si le cinéma israélien ne peut plus voyager, il s’éteindra. Les dirigeants d’Utopia sont les premiers à en convenir : ce ne serait une victoire pour personne ■

JULIETTE BÉNABENT

Lire critique de *A cinq heures de Paris* p. 44.

(1) Le mot « boycott » vient du nom du capitaine anglais Charles Cunningham Boycott qui rackettait les fermiers irlandais. Une puissante résistance agraire s’organisa contre lui, et prit son nom.